



# 50 ans

de solidarité internationale  
Made in Belgium

CNCD

11.11.11

imagine

DEMAIN LE MONDE

Un supplément réalisé en collaboration avec le magazine  
Imagine Demain le monde ([www.imagine-magazine.com](http://www.imagine-magazine.com))

## Le CNCD-11.11.11 a **50 ans** : des résultats tangibles et des défis pressants

**E**radiquer la faim dans le monde. Telle était l'ambition de la première opération 11.11.11, en novembre 1966, portée par le Centre national de coopération au développement (CNCD) tout juste créé. Porté par des milliers de volontaires, rassemblant les grands piliers de la société belge (chrétien, socialiste, libéral), ce dernier s'impose dès l'origine comme l'acteur central de la solidarité internationale *made in Belgium*.

Tirailé au départ entre une vision caritative et un engagement

plus politique, le CNCD-11.11.11 s'engage pleinement pour la défense des droits à partir des années 1980. A côté des projets financés, l'organisation milite contre l'apartheid, pour l'accueil des réfugiés chiliens, pour la souveraineté alimentaire, pour l'abolition de la dette du tiers-monde... Avec des résultats tangibles.

La face du monde a bien changé depuis les balbutiements de l'Opération 11.11.11 en 1966.

Aujourd'hui, les crises à répétition n'incitent pas à l'optimisme. Et pourtant, on souligne trop peu que des centaines de millions de personnes sont sorties de l'extrême pauvreté. Dans les pays émergents, des pans entiers de la population accèdent à la classe moyenne. Le Nord est peu à peu rattrapé par le Sud, tant sur le plan économique qu'au niveau géopolitique. La coopération internationale n'y est pas pour rien.

Dans ce nouveau contexte, la coopération au développement a-t-elle encore du sens aujourd'hui ? Le CNCD-11.11.11 ne risque-t-il pas la crise de la cinquantaine ? Nous ne le pensons pas. En fait, les ONG de solidarité internationale jouent un rôle plus important que jamais. Dans un monde en proie à des crises multiples, elles assument non seulement un rôle d'assistance aux populations fragiles, mais aussi, de plus en plus, un rôle de laboratoire d'idées et de contre-pouvoir citoyen face aux Etats et aux entreprises globalisées. Le CNCD-11.11.11 reste

à cet égard un acteur de premier plan. Tant en Belgique, où il mène un travail de plaidoyer politique et de sensibilisation, que dans ses pays partenaires, où il apporte un soutien solide aux réseaux de la société civile.

Les défis, en 2016, sont véritablement mondiaux. Face au réchauffement climatique, aux crises migratoires, aux inégalités croissantes, il est illusoire de penser que des solutions pourront être trouvées à l'échelle nationale, ou même européenne. Face aux enjeux mondiaux, la société civile mondiale joue un rôle incontournable pour faire prendre conscience des enjeux. A l'heure où de nombreux citoyens sont tentés par le repli sur soi, le CNCD-11.11.11 continuera d'œuvrer dans son prochain demi-siècle pour une mondialisation juste et durable. —

**Arnaud Zacharie**



KAMPANJE-CAMPAGNE 1962  
**SOS FAIM**  
**HONGER** 20<sup>F</sup>  
OPERATION 11.11.11 AKTIE



## ANNÉES 60

# Naissance d'une organisation pluraliste... et politique

Le CNCD-11.11.11 naît au beau milieu des golden sixties, à l'heure des indépendances et de la guerre froide. D'abord caritative, l'organisation évoluera progressivement vers une vision plus politique du développement.

**D**ans les années 1960, les indépendances en Afrique et en Asie changent la donne géopolitique internationale : les pays du tiers-monde deviennent majoritaires à l'Assemblée générale de l'ONU, qui adopte le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que le Pacte international sur les droits civils et politiques. Les Nations Unies consacrent aussi les sixties comme première « décennie du développement ». Dans un contexte marqué par la guerre froide, les pays en développement expérimentent diverses stratégies économiques. L'industrialisation par substitution aux importations connaît un succès considérable au Brésil, au Mexique et en Corée du Sud, ainsi qu'en Inde ou en Iran. Elles s'essouffleront toutefois, avant d'être remises en cause par les institutions financières internationales dans les années 1980.

Les réformes agraires enregistrent quant à elles des résultats pour le moins contrastés. Les réformes radicales initiées en Tanzanie ou au Pérou, par exemple, débouchent sur des échecs. Le niveau de production agricole dans le tiers monde ne s'élève pas assez pour suivre la croissance exponentielle du

nombre d'habitants. Ces progrès trop faibles entraînent des déficits alimentaires et des famines. L'Inde, le Bangladesh, l'Indonésie ou la Chine connaissent des famines ravageuses dans les années 60. Dans ce contexte, la FAO (l'Agence de l'ONU sur l'agriculture et l'alimentation) lance un appel mondial pour éradiquer la faim dans le monde. Le message est entendu en Belgique : c'est même lui qui donne naissance au Centre National de Coopération au Développement/Nationaal Centrum voor Ontwikkelingssamenwerking (CNCD/NCOS) en vue de rassembler au sein d'un seul secrétariat technique les quatre coordinations d'ONG créées quelques années plus tôt : le Comité Projets au Tiers-Monde, le Comité belge pour le Volontariat Outre-Mer, le Comité National d'Accueil des étudiants étrangers et le Comité belge pour l'Aide aux Réfugiés. Le premier président du CNCD est Paul-Henri Spaak et le premier secrétaire général André Louis. L'idée première est de placer la coopération au développement au-dessus des idéologies et de réunir les piliers chrétien, socialiste et libéral. Une opération de collecte de fonds auprès des citoyens belges



est organisée le 11 novembre, jour de commémoration de l'armistice de 1918, avec un symbole fort : « pas de paix, sans développement », et vice versa. Dès le départ, des centaines de volontaires se mobilisent pour collecter des fonds : ils vendent pour 20 francs belges des petites cartes de la taille d'un ticket. Le succès est au rendez-vous. L'Opération 11.11.11 est née. Elle marquera durablement l'imaginaire collectif des Belges.

Ce succès est tel que le sens de cette solidarité internationale est rapidement questionné. En 1970, une campagne lancée par l'organisation-sœur CNAPD conteste la logique trop caritative de la collecte. Sur le thème « 11.11.11, oui mais... le pillage systématique du tiers-monde continue », un million de tracts sont distribués pendant le week-end où se déroule l'opération, ce qui ne va pas sans créer une vive tension entre les deux organisations... —

# VINCENT

24 ans, Havinnes (Hainaut)

## « Changer de cap pour survivre »

Ce jeune agriculteur de 24 ans n'en finit pas de surprendre. C'est lui qui a repris les rênes de l'exploitation familiale, la chèvrerie de la Croix de la Grise, passée à l'agriculture biologique en 1997. *« Nous avons décidé de tourner le dos à la logique du « toujours plus ». C'était la seule façon de survivre. Car la ferme est petite, sans possibilité de s'étendre. Soit tu disparais, soit tu fais autre chose. Et puis, il y avait une ligne rouge : si c'est pour produire comme cela, bourrer les animaux d'antibiotiques et de vermifuges... Autant dire stop. Le pire, c'est de rester dans la fatalité. On ne gagne pas sa vie, on s'empoisonne soi et les autres ... Ce n'est pas gai de s'enfoncer dans un mode de production industriel. »* Un choix qui contraint à jongler entre plusieurs casquettes : gérer la production, la transformation, la vente... *« C'est complexe »*. Malgré cet emploi du temps serré, Vincent, volontaire 11.11.11 depuis 2007, a rejoint récemment le Conseil d'administration du CNCD-11.11.11. *« Parce que les agriculteurs belges partagent les mêmes enjeux que les paysans du Sud, à savoir, obtenir un revenu minimum et digne. Pour les consommateurs, des aliments de qualité dans leurs assiettes. Or, il n'y a pas de fatalité, mais tout changement passe par l'éducation. Il faut que les consommateurs comprennent la valeur sacrée de l'alimentation »*. Ce qu'il apprécie encore au CNCD-11.11.11 ? Le lien entre les problématiques : *« l'agriculture, le climat, les migrations... Ces enjeux sont pensés de manière globale, comme les solutions à appliquer, au Nord et au Sud. Il y a une pertinence et une cohérence. Puis on fait masse, il y a cet effet coupole. C'est cela la force du plaidoyer. »* —



Arnaud Ghys

## DES COMBATS

qui changent le monde

### Eradiquer la faim : des solutions plus durables grâce à la souveraineté alimentaire

La lutte contre la faim est à l'origine de l'Opération 11.11.11, dont la première édition finance des projets d'assistance technique agricole au Venezuela, au Congo, au Chili et au Pakistan. La question alimentaire reste centrale dans le travail de l'organisation. Aujourd'hui encore, les agriculteurs des pays du Sud sont souvent les principales victimes de la malnutrition. Face à ce paradoxe, le CNCD-11.11.11 défend la souveraineté alimentaire en militant contre les pratiques de dumping commercial mises en œuvre par les pays du Nord.

Nombre de projets financés au Sud s'inscrivent dans cette logique. Ils encouragent des activités qui génèrent des revenus, éventuellement à l'exportation, mais qui encouragent surtout la satisfaction des besoins alimentaires locaux et la réduction de la pauvreté.

Le projet Anapqui (Bolivie) illustre parfaitement les résultats tangibles d'une telle approche. Cette coopérative, soutenue par SOS Faim, avec des fonds de l'Opération 11.11.11, a servi de levier pour permettre aux producteurs de l'Altiplano bolivien de développer le quinoa. Les producteurs se sont organisés et ont transformé cette culture essentiellement destinée à l'autoconsommation en un produit destiné au marché national et international. En développant les activités de transformation et de commercialisation, Anapqui a permis aux producteurs de se passer des intermédiaires et de garantir un prix digne aux producteurs locaux. Aujourd'hui, la coopérative n'a plus besoin des financements de Belgique. Elle a développé une activité génératrice de revenus durables pour les agriculteurs de la région.

Mais le combat pour une production alimentaire plus juste se livre également chez nous. Ces dernières années, le CNCD-11.11.11 a dénoncé les activités spéculatives sur les cours des matières premières agricoles des banques, des assurances et des différents fonds (investissements, de pension, spéculatifs), et réussi à faire évoluer le secteur financier. Quelques banques importantes actives en Belgique ont, sous la pression de campagnes écorchant leur image, accepté de stopper la vente de produits aux particuliers qui contiennent des fonds spéculant sur l'évolution des produits agricoles. C'est une toute petite victoire sur un secteur qui continue malheureusement de spéculer sur la nourriture pour son propre compte, pour des acteurs agroindustriels puissants ou pour des spéculateurs. Le business continue, le combat aussi. —



## ANNÉES 70

# Espoirs et désillusions pour les pays en développement

En pleine guerre froide, le CNCD-11.11.11 continue de financer des projets dans le Sud, entre appui technique et soutien politique, notamment aux mouvements de libération nationale en Afrique australe. La montée en puissance du tiers-monde, amorcée avec les indépendances, atteint son apogée avec la consécration par l'ONU d'un nouvel ordre économique international (NOEI).

Les années 1970, consacrées « deuxième décennie du développement » par l'Assemblée générale de l'ONU, sont celle de la consécration du tiers-monde en tant qu'entité politique et économique internationale. Le début de la décennie voit la proclamation d'un « nouvel ordre économique international » basé sur les revendications du tiers-monde. Le premier choc pétrolier, en 1973, est un tournant symbolique: pour la première fois, une action politique collective de pays du tiers-monde – en l'occurrence les pays de l'OPEP – a un impact direct sur l'économie des puissances occidentales. Ce « coup » pétrolier modifie radicalement l'image du tiers-monde, qui pèse de plus en plus dans les relations internationales. Paradoxalement, il constitue aussi le point de départ de la crise des dettes à venir. Les pétrodollars accumulés par les pays pétroliers sont placés dans les banques occidentales, qui les recyclent en les prêtant aux pays du tiers-monde, notamment latino-américains, à taux variables. La hausse des taux d'intérêts américains, à partir de 1979, la hausse du dollar et la baisse des cours des matières premières

constituent un « triple choc externe » fatal à de nombreux pays en développement. Bientôt, nombre d'entre eux se trouveront dans l'incapacité de rembourser leur dette. Sur le plan démocratique également, l'année 1973 marque un tournant pour les pays du Sud. L'élection de Salvador Allende, au Chili, avait porté d'immenses espoirs au Nord et au Sud: un changement radical de société semblait possible par la voie démocratique. Mais le coup d'Etat du 11 septembre marque un coup d'arrêt. Il confirme l'entrée brutale de l'Amérique latine dans une période dictatoriale. Le CNCD/NCOS condamne fermement le putsch et appelle la Belgique à ouvrir son ambassade pour permettre d'accueillir les réfugiés politiques chiliens. Cet événement marque un tournant dans l'approche du CNCD-NCOS, qui développe un volet de plaidoyer politique envers les autorités belges

sur les enjeux internationaux. C'est aussi le début d'une longue tradition de défense de l'accueil des réfugiés. La Belgique abritera un nombre important de réfugiés chiliens et latino-américains tout au long des années 1970. Ailleurs dans le monde, et notamment en Afrique australe, le CNCD - 11.11.11 défend les mouvements de libération nationale. Malgré des divergences de vue en son sein entre des courants conservateurs et progressistes, la première charte politique, adoptée en 1971, souligne la possibilité d'octroyer des aides à ces mouvements de libération, souvent d'obédience marxiste.

La décennie voit également le début de la reconnaissance des organisations non-gouvernementales par les pouvoirs publics, qui commencent à leur octroyer des financements. Mais plus que l'argent, ce sont hommes et les femmes qui feront la pérennité du CNCD - 11.11.11 et des autres ONG. En 1969, une loi sur l'objection de conscience institue l'exemption pour service à la coopération. Les objecteurs de conscience seront nombreux à venir renforcer les rangs de la solidarité internationale. –





Arnaud Ghys

## « Depuis 35 ans au service du Développement »

Cette ancienne professeure de mathématique compte parmi les volontaires les plus fidèles du Brabant wallon : 35 ans au service de l'Opération 11.11.11, à organiser la récolte à Ottignies, Louvain-la-Neuve, Limelette, Mont-Saint-Guibert... Ce qui la motive ? Un intérêt pour les pays du Sud de longue date, elle qui a enseigné deux ans en Algérie aux côtés de son époux. Pourquoi choisir l'Opération 11.11.11 ? *« Les projets répondent aux besoins des gens, ils sont centrés sur la santé, l'eau, les conditions de vie, les droits de l'homme, des besoins essentiels. Mais ce n'est pas de la charité. Ce qui m'intéresse, c'est de créer les conditions pour que les personnes concernées deviennent autonomes. Au final, le but, c'est de faire évoluer la situation dans les pays du Sud. D'agir sur les inégalités, qui créent tensions et rebellions. La paix va de pair avec le développement. »* —

## DES COMBATS

### qui changent le monde

## Face aux dictatures, le CNCD-11.11.11 soutient la société civile

Tout au long des années 1970 et 1980, le CNCD-11.11.11 oeuvre à la re-démocratisation de l'Amérique latine. Un exemple parlant : le combat mené par son ONG membre Entraide et Fraternité contre la dictature militaire au Brésil.

En 1964, un régime militaire prend le pouvoir au Brésil. Si au départ il soigne son image modérée, la répression se durcit face aux mouvements massifs de contestation du printemps 1968. Commencent alors les « années de plomb », où toute forme d'organisation des mouvements sociaux est pourchassée et les leaders arrêtés, torturés, exilés, voire assassinés.

Mais la solidarité internationale s'organise. Elle passera bien souvent par le biais des églises. Très tôt, Entraide et Fraternité s'implique pour soutenir les opposants brésiliens. En 1976 a lieu, dans le plus grand secret, une réunion de leaders syndicaux et populaires venus de tout le pays. Ensemble, ils définissent une stratégie pour mettre à bas la dictature et décident de la création du CEDAC, un centre dédié à la formation des leaders syndicaux dans le cadre de la lutte pour la démocratie. « Au début, nous devions tout faire en secret », se souvient Angelina de Oliveira, l'une des fondatrices. « Pour ne pas attirer l'attention, nous en étions réduits à commander un gâteau à chaque fois que nous nous réunissions, et nous nous mettions à chanter « joyeux anniversaire » dès qu'il y avait un mouvement suspect ! »

Peu à peu, les mouvements se réorganisent et le CEDAC y joue un rôle primordial. Il assure la formation des dirigeants syndicaux qui organisent les grandes grèves de 1977 à 1979. Le mouvement prend de plus en plus d'ampleur et la dictature finit par plier : le pays prend le chemin de la démocratie.

Tout au long des années 1980, le CEDAC, soutenu par Entraide et Fraternité et l'Opération 11.11.11, continuera d'accompagner le processus de re-démocratisation par la base, en assurant la formation des leaders partout dans le pays, des quartiers populaires aux mouvements nationaux. Avec, en point d'orgue, en 1983, la fondation de la Centrale unique des travailleurs (CUT), puissant syndicat qui compte parmi ses leaders un certain Lula...

La mobilisation ne faiblit pas. Des millions de Brésiliens sont dans les rues, en 1984, pour réclamer le droit d'élire directement leur président. Puis, en 1988, le CEDAC coordonne une campagne pour la participation populaire à la Constituante : un million d'amendements seront soumis par les citoyens brésiliens, pour montrer au monde politique que la démocratie leur appartient et qu'ils ne sont plus prêts à se la laisser voler.

Aujourd'hui, la démocratie est à nouveau menacée au Brésil, une situation que le CNCD-11.11.11, avec ses partenaires, suit avec inquiétude. Ailleurs dans le monde, l'organisation soutient de nombreux autres partenaires qui sont des relais essentiels du dialogue démocratique. C'est le cas notamment en République démocratique du Congo ou au Burundi, où les événements récents montrent tragiquement à quel point ce soutien est nécessaire. —

## ANNÉES 80

# Une décennie perdue... et des victoires symboliques

Les années 1980 marquent le début du triomphe de l'idéologie néolibérale, qui se soldera au Sud par les sinistres programmes d'ajustement structurel. Dans le même temps, en Belgique, le CNCD-11.11.11, bientôt séparé de son aile flamande et emmené par une nouvelle génération de dirigeants, emprunte une voie résolument politique.

Le brusque retournement de la conjoncture à la fin des années 1970 porte un coup dur aux pays du tiers-monde. La chute des cours des matières premières fait plonger leurs recettes d'exportation, tandis que la remontée des taux d'intérêts américains et la hausse du dollar gonflent le poids de leur dette extérieure, au point que de nombreux pays se retrouvent dans l'incapacité de la rembourser. Le 13 août 1982, le Mexique fut le premier pays à se déclarer en défaut de paiement. Il est rapidement suivi par des dizaines d'autres pays. C'est le début d'une crise de la dette, qui fera perdre à ces pays une décennie de développement.

Cette crise de la dette sonne définitivement le glas des politiques de substitution aux importations qui avaient connu un certain succès jusqu'à alors. Sous la coupe du FMI, les pays vont se voir imposer des plans d'austérité et des réformes structurelles qui ouvriront brutalement leurs marchés à la concurrence mondiale et aux flux de capitaux. Beaucoup verront les termes de l'échange se détériorer.

Face à cette débâcle, le CNCD-11.11.11 organise des Assises de la coopération au dé-

veloppement, qui appellent à rompre avec la logique des programmes d'ajustement structurel. Elles seront la base sur laquelle se construiront plusieurs campagnes pour l'annulation de la dette du tiers monde, que la coupole portera pendant les décennies suivantes. Avec un certain succès.

Sur le plan national, le CNCD-11.11.11 suit l'évolution du pays vers une régionalisation plus poussée. En 1981, la scission juridique de la coupole sur base linguistique est adoptée : le CNCD - 11.11.11 et le NCOS sont

créés en tant qu'entités distinctes. Le CNCD-11.11.11 adopte une approche fondée sur la défense des droits et sur la solidarité avec les luttes des peuples dans le tiers-monde, sous l'impulsion du nouveau secrétaire-général René De Schutter.

Les rapports de la coupole avec le pouvoir politique se tendent par moments. Quand le CNCD-11.11.11 dénonce publiquement la réduction prévue des pays bénéficiaires de l'aide publique au développement, le ministre de tutelle François-Xavier De Donnée coupe les subventions. « Une mesure de rétorsion inacceptable », se souvient la présidente de l'époque, Geneviève Ryckmans. Pour financer son fonctionnement, la coupole doit alors prélever un pourcentage sur la récolte. Plusieurs campagnes politiques émaillent la décennie. En 1982, l'une défend le « droit des peuples à se nourrir eux-mêmes ». L'année suivante, le CNCD-11.11.11 organise un Tribunal des Peuples sur le Congo-Zaïre en vue de dénoncer la dictature de Mobutu, soutenue alors par la Belgique et les pays occidentaux. Face au refus du gouvernement belge que ce procès symbolique soit organisé en Belgique, le CNCD-11.11.11 ne se décourage pas et l'organise aux Pays-Bas.

La lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud marque également la décennie. Avec d'autres organisations de la société civile belge, le CNCD-11.11.11 soutient le boycott de l'Afrique du sud. La pression internationale intense aboutira à la fin du régime de ségrégation et à la libération de Nelson Mandela. —



# VALENTINE

19 ans, Liège.

## « Préserver notre modèle social »

**C'**est une nouvelle arrivée. Valentine a rejoint les volontaires 11.11.11 en novembre 2015, à l'occasion d'un week-end de formation sur le TTIP, le traité de commerce transatlantique. « Ce traité aura un impact négatif sur des produits de chez nous, les gaufres de Liège, la bière belge ». Ce qui l'inquiète surtout, c'est l'impact que le traité pourrait avoir sur la protection sociale. Logique, pour cette étudiante en ergothérapie. L'objectif de cette discipline : aménager l'environnement du patient en fonction de son handicap. « Cela me permet de m'adresser à tous types de populations : enfants, adultes, personnes âgées ». Car Valentine a le sens du collectif. Elle a d'ailleurs été cheffe scout pendant trois ans. C'est ce qui l'a poussée à s'engager dans le volontariat en 2015. « L'action du CNCD-11.11.11 ? Cela colle avec ce que je pense : il faut plus d'égalité entre le Nord et le Sud. Beaucoup le pensent, mais il faut faire quelque chose pour que ça bouge. Dire ça comme ça, ça fait naïf. Moi je crois que c'est possible, même si le fossé est grand. Il y a du chemin à parcourir. » —



Arnaud Ghys

## DES COMBATS

qui changent le monde

### L'accès à l'eau, un combat au Nord et au Sud

**L**e CNCD-11.11.11 a soutenu au long de son histoire de nombreux projets axés sur l'accès à l'eau. En fournissant un appui logistique au développement d'infrastructures, mais aussi en plaçant le droit à l'eau au cœur de son travail politique. Le cas d'un projet soutenu en Equateur est exemplatif de cette démarche.

Dans les années 1980, l'Equateur se voit imposer par le FMI des coupes dans les services sociaux de base, notamment dans le système de distribution d'eau. Les autorités n'entretiennent pas les infrastructures et augmentent les prix.

En 1998, un partenariat démarre entre l'ONG belge Protos et deux organisations locales, le Cedir et le Cenagrap. Objectif : assurer l'accès à l'eau à un maximum d'habitants d'un canton rural pauvre, tout en responsabilisant usagers et pouvoir publics. Protos finance les infrastructures avant de se désengager progressivement. Une convention est établie pour garantir que la gestion à long terme soit assurée par les acteurs locaux, au travers des Comités d'eau. Ceux-ci participent directement aux travaux de réhabilitation du système et sont formés pour en assumer progressivement la gestion. Une participation financière est aussi mise en place pour renforcer l'appropriation par les usagers : chaque famille contribue à hauteur de 0,10 USD par mois.

Les résultats ne se font pas attendre : en quelques années, le taux de couverture passe de 40% à 70%. Le système fait tache d'huile : ayant démarré avec 15 comités, il en réunit désormais plus de 80. A partir de 2007, la gestion citoyenne de l'eau s'invite même dans les travaux de la Constituante initiée par le nouveau président Rafael Correa. Les Comités d'eau s'investissent dans le débat et participent à une reconnaissance dans la Constitution de la gestion communautaire de l'eau.

Par le biais du réseau international Waterjustice, le CNCD-11.11.11 soutient le mouvement international de reprise en main par les citoyens des structures de gestion de l'eau dans le monde entier. Les principes sont souvent les mêmes : la participation citoyenne à la gestion de l'eau, une tarification progressive en fonction de la consommation, des campagnes de sensibilisation pour éviter le gaspillage. Les résultats sont impressionnants : en 2015, on dénombrait 235 cas de remunicipalisation dans 37 pays, touchant plus de 100 millions de personnes, dont 51 cas dans des pays à faible revenus ou intermédiaires.

Les expériences menées au Sud, en retour, peuvent inspirer des combats en Belgique. Chez nous, le CNCD-11.11.11 a participé à la mise en place d'une tarification solidaire visant à assurer les quantités minimum comme un droit et à défavoriser la surconsommation. La Wallonie (depuis 2004) et Bruxelles (depuis 2006) proposent un prix de l'eau qui vise à inciter les citoyens à un comportement écologique. La tarification solidaire et progressive amène le prix du mètre cube à varier en fonction de la quantité consommée tout en tenant compte du nombre de personnes dans le ménage. L'aspect Nord-sud n'est pas oublié : la Wallonie et Bruxelles ont institué un fonds de solidarité, alimenté par des prélèvements, qui permet de financer des projets d'accès à l'eau dans les pays en développement. —

## ANNÉES 90

# La plus grande pétition de l'histoire de l'humanité

Dans les années 1990, le développement est invité à devenir durable. Dans la société civile, frémit un mouvement bientôt qualifié d'altermondialisme. Le CNCD-11.11.11 s'inscrit pleinement dans cette évolution.

**L**es années 1990 sont marquées par l'arrivée de la question environnementale dans le champ des relations internationales et du développement. En 1992, l'ONU organise à Rio le « Sommet de la Terre », qui débouchera cinq ans plus tard sur le célèbre protocole de Kyoto sur les réductions des émissions de CO<sub>2</sub>. La notion de « justice climatique », portée en Belgique par le CNCD-11.11.11, s'imposera progressivement comme un enjeu clé des discussions : premières victimes du réchauffement, les pays du sud ne sont pas responsables des émissions qui le causent. Concilier la réduction des émissions en prenant en compte cette injustice reste, jusqu'à aujourd'hui, un thème central des discussions climatiques.

Si les pays riches réaffirment à Rio leur engagement à consacrer 0,7% du PIB à l'aide au développement, la fin de la guerre froide se solde en réalité par une réduction de l'aide. Les montants de l'aide publique passent de 0,33% du PIB en 1990 à 0,24% en

1999. Sur le plan qualitatif, cette aide va de moins en moins vers les secteurs productifs, et de plus en plus vers le secours d'urgence et le refinancement des dettes.

L'endettement des pays du Sud reste en effet massif, malgré les plans d'ajustement structurel du FMI. En outre, une large partie de l'aide est détournée vers le service de la dette. Autrement dit : les pays du Nord reprennent d'une main ce qu'ils donnent de l'autre.

Cette injustice flagrante mobilise la société civile internationale, qui commence à cette époque à se mobiliser sur les enjeux commerciaux et financiers de la mondialisation, comme en témoignent les manifestations massives autour de la conférence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) de Seattle. Le CNCD-11.11.11 participe activement à l'émergence de ce mouvement bien-

tôt qualifié d'« altermondialiste ». Il participe notamment à la création d'ATTAC, qui œuvre à mettre à l'agenda politique la taxation des transactions financières internationales.

L'annulation de la dette du tiers-monde, et plus globalement la mise en œuvre de politiques commerciales et financières compatibles avec le développement sont d'autres champs de revendications.

En 1999, le sommet du G7 de Cologne entérine le principe d'une annulation de dette pour des pays pauvres très endettés (PPTÉ), à la suite du dépôt de la plus grande pétition de l'histoire de l'humanité par la coalition mondiale « Jubilé 2000 », à laquelle participe le CNCD-11.11.11. Bien que limitée et conditionnelle, l'opération de remise de dette qui en découlera constitue une victoire importante. —

# LA DETTE DU TIERS MONDE



**ABOLIR LA DETTE DU TIERS MONDE  
POUR LIBÉRER LE DÉVELOPPEMENT**

# ROGER

19 ans, Etalle (Luxembourg belge).

## « Allier la solidarité Nord-Sud et les résultats »

Roger, jeune pré-pensionné de 63 ans, s'active au profit de l'Opération 11.11.11, main dans la main avec son épouse, Marie-Rose. Pour lui, le déclin s'est amorcé après un infarctus, à 44 ans. Cet ancien banquier décide alors d'alléger son rythme de travail et de consacrer une large part de son temps à la solidarité, via plusieurs engagements, dont la gestion d'un groupe local de volontaires 11.11.11 à Etalle. Il est aussi devenu au fil des ans l'un des piliers du réseau en province du Luxembourg. Cette fibre sociale, Roger l'a toujours portée en lui : « *Il y avait un terrain prêt à être semé. Contrairement aux idées reçues, cette démarche sociale n'est pas du tout incompatible avec le métier de banquier* ». Roger se décrit d'ailleurs comme un banquier de proximité, dans son agence locale où de nombreux clients émargeaient au CPAS. Même s'il faut savoir nager à contre-courant. « *La plupart des banquiers sont pris dans une spirale. Il faut savoir refuser. Avant 2000, la maison mère me faisait vendre des produits auxquels je ne croyais pas. Le pire était de demander aux employés de le faire.* »

Aujourd'hui, Roger apporte avec lui cette expertise financière très appréciée dans le secteur associatif, son goût de l'organisation et des résultats : « *nous possédons le meilleur coefficient de pénétration du réseau : 1,15 euro par habitant* », dit-il en souriant. Pas question de fanfaronner pour autant, mais de parler de cette motivation mise au service de l'Opération 11.11.11. Pourquoi ? Pour plusieurs raisons : « *le fait que le CNCD-11.11.11 soit une coupole permet d'agir en faveur de plusieurs ONG en même temps. De ne pas travailler de manière paternaliste, mais en tandem avec les partenaires locaux. Il y a aussi une cohérence entre le travail du plaidoyer en Belgique et le point de vue des travailleurs du Sud. Et comme volontaire, on apporte sa pierre à un édifice solide. Pas question de réinventer l'eau chaude ou de construire un puits seul dans le désert. Les projets sont crédibles.* » —



Arnaud Ghys

## DES COMBATS

qui changent le monde

### La peste bovine, un fléau éradiqué grâce à la solidarité internationale

À u début des années 2000, le Soudan est marqué par la guerre civile. Un autre fléau vient s'ajouter à la guerre : le Sud-Soudan s'avère en effet le dernier refuge au monde de la peste bovine. C'est sans compter la ténacité de la population qui, avec l'appui de Vétérinaires sans frontières (VSF) et de l'Opération 11.11.11, va réaliser l'inspéré : éradiquer définitivement la maladie.

Tout au long des 30 dernières années, le Soudan a été associé dans l'actualité à la violence. La guerre, en détruisant les structures de l'Etat et en déstructurant les communautés, a eu un effet rarement évoqué dans les médias : elle a empêché de lutter efficacement contre les véritables causes de la faim, dont les épidémies animales. Comme le dit bien le slogan de Vétérinaires sans frontières (VSF) : « *Quand le troupeau est malade, c'est le village qui meurt* ». C'est pourquoi VSF a entamé dès 1995 un programme visant à améliorer les conditions d'élevage dans le sud du pays et, en particulier, à lutter contre la peste bovine. Cette maladie est depuis toujours la plus redoutée par les éleveurs. « *C'est comme le choléra pour les êtres humains* », souligne Rizig Elisama Loma, directeur de l'Institut de formation en élevage Marial Lou. « *En deux jours, plus de 20 têtes de bétail peuvent mourir* », avec les conséquences que l'on imagine pour des familles qui dépendent souvent exclusivement de l'élevage pour leur subsistance.

Après une première phase essentiellement consacrée à des campagnes de vaccination, les foyers de la maladie sont pour la plupart éteints au début des années 2000. C'est alors que VSF et son partenaire, la Relief Association Southern Sudan (RASS), lancent la deuxième phase du programme, avec le soutien de l'Opération 11.11.11. L'objectif est ambitieux : éradiquer définitivement la maladie.

Pour ce faire, ce sont les ressources des communautés elles-mêmes qui sont mobilisées. Elles seules sont en effet capables de veiller au quotidien pour détecter tout signe avant-coureur d'une résurgence de la maladie. Le programme se concentre donc sur le renforcement des capacités de ces communautés, au travers de la sensibilisation et, plus particulièrement, de la formation de « *travailleurs communautaires de santé animale* », maillon essentiel de la chaîne de transmission entre les éleveurs et les autorités. Le tout, bien entendu, avec l'appui de vétérinaires de terrain.

Cette stratégie participative porte assez rapidement ses fruits : en donnant aux communautés un rôle actif, elle permet non seulement d'améliorer l'efficacité du système d'alerte, mais rend à celles-ci une confiance en elles essentielle à la reconstruction du pays. En quelques années, la peste bovine disparaît de la région et, avec elle, une épée de Damoclès qui pesait sur toute perspective de développement.

Un programme qui n'aura pas été mené en vain : plus aucun cas de peste bovine n'ayant été observé depuis 2001, l'Organisation mondiale de la santé animale a officiellement décrété en mai 2011 que la peste bovine était la première maladie animale éradiquée de la surface de la Terre. —

## ANNÉES 2000

# Cap vers une autre mondialisation

**Le nouveau millénaire s'ouvre sur de nouvelles ambitions de développement pour les pays pauvres, mais les désaccords internationaux sur les politiques commerciales empêchent de les atteindre. Le CNCD-11.11.11 s'investit pour dénoncer les contradictions des pays du Nord. Les annulations de dette et la taxation des transactions financières sont des enjeux importants.**

**A**u tournant des années 2000, l'ONU adopte huit « Objectifs du Millénaire pour le développement » (OMD), censés galvaniser les efforts de la communauté internationale pour répondre aux besoins des plus pauvres dans le monde à l'horizon 2015. S'il salue ces objectifs, le CNCD-11.11.11 militera tout au long des années 2000 pour assurer son financement. Le thème de la taxe sur les transactions financières internationales, notamment, s'impose de plus en plus dans le débat public. Les politiques commerciales deviennent elles aussi un enjeu majeur pour le développement, tout au long d'une décennie, marquée par le « cycle de Doha » où la communauté internationale négocie – en vain – à l'OMC un accord censé favoriser les pays en développement. A la conférence de Cancun en 2003, près de 50 ans après celle de Bandung, les pays en développement eux-mêmes se révoltent contre les termes encore trop injustes qui leur sont proposés. Attentif aux enjeux de l'OMC, le CNCD-11.11.11 se mobilise plus particulièrement

sur les Accords de partenariat économique (APE), nouvelle génération de traités commerciaux que l'Europe tente d'imposer à ses anciennes colonies d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

La thématique du travail décent s'impose elle aussi comme une préoccupation majeure pour le CNCD-11.11.11. L'adhésion en 2003 des trois organisations syndicales (CSC, FGTB, CGSLB) n'est pas étrangère à cette évo-

lution. Avec d'autres membres également, le CNCD-11.11.11 mènera plusieurs campagnes pour attirer l'attention du public belge sur les conditions de fabrication des vêtements dans les pays d'Asie.

La coupole n'oublie pas pour autant son coeur de métier : l'aide au développement. En plus de continuer de financer des projets, elle surveille de près l'aide publique au développement de la Belgique. En 2002, grâce à son travail de plaidoyer politique, les députés votent une loi portant l'aide publique à 0,7% du PIB à la fin de la décennie. En 2005, le CNCD-11.11.11 dénonce avec fracas la baisse relative des montants octroyés à la solidarité internationale, passés de 0,61% du PIB en 2003 à 0,45% en 2005. Une campagne-choc met en scène la désillusion d'un habitant d'Afrique subsaharienne recevant une enveloppe vide de la Belgique et provoque la colère du ministre de la Coopération, Armand De Decker. Ce dernier essaiera de faire interdire la diffusion du spot, mais la justice donnera finalement intégralement gain de cause au CNCD-11.11.11. —



# KARIM

39 ans, Bruxelles.

« Courir pour faire bouger les choses au Nord et au Sud »



Arnaud Ohys

**K**arim a rejoint les volontaires 11.11.11 via la Running team 11.11.11, parce que « c'est plus agréable de courir en groupe ». Cet adepte des marathons et trails en tout genre participe à une dizaine de courses dont plusieurs événements au profit de l'Opération 11.11.11 : 20 KM de Bruxelles, 15 KM de Woluwe, Zatopek Urban Tour à Liège... Ingénieur de formation, passionné par tout ce qui concerne les énergies, fort d'un master en environnement, Karim est sensible aux thématiques portées par le CNCD-11.11.11 : justice fiscale, climatique... En décembre, il assiste avec d'autres étudiants à la COP21 à Paris. Il est impressionné par cette « grande foire climatique, le nombre de participants. Le centre de négociation est un espace feutré, où l'on ne peut pas élever la voix. Mais où s'exerce la pression de la société civile ». C'est une marque de fabrique qu'il apprécie au CNCD-11.11.11 : l'alliance entre le travail institutionnel et le côté militant. « Il faut agir sur tous les fronts. Et puis, une façon d'aborder les enjeux de manière globale qui fait trop souvent défaut en politique et qui me parle. » —

## DES COMBATS

qui changent le monde



## Un grain de sable dans la mécanique libre-échangiste

**F**ace au blocage des négociations à l'Organisation mondiale du commerce, l'Union européenne a multiplié les accords commerciaux bilatéraux, notamment avec les pays du Sud. Ceux-ci négocient alors en position de faiblesse, face à une UE qui exige le plein accès aux marchés locaux. Mais au Sénégal, le CONGAD, partenaire du CNCD-11.11.11, est parvenu à mobiliser la population contre l'Accord de partenariat économique (APE). La campagne a été largement relayée en Belgique : tout au long de l'année 2007, avec une campagne qui a marqué les esprits, le CNCD-11.11.11 a attiré l'attention sur les conséquences dramatiques d'un accord sur la filière de l'oignon, essentielle pour la subsistance de certaines régions du pays. Au point que le président Wade a fini par refuser de signer cet accord, fin 2007.

S'il n'est pas opposé en soi au libre-échange, le CNCD-11.11.11 s'est opposé à d'autres accords dont les termes se révèlent trop défavorables pour les pays du Sud. Ici aussi, son plaidoyer est entendu : l'accord de protection des investissements, négocié entre la Belgique et la Colombie, est bloqué en 2009, après une campagne menée par le CNCD-11.11.11 et son homologue flamand 11.11.11. Les deux coupes avaient pointé notamment les violations flagrantes des droits syndicaux dans le pays sud-américain.

Une campagne importante est actuellement engagée sur les accords de commerce transatlantique, le TTIP et le CETA, nouvelle génération de partenariats commerciaux dont certaines clauses donnent la primauté aux intérêts particuliers des multinationales sur l'intérêt général. Le CNCD-11.11.11 s'engage pleinement pour s'opposer à ces accords, qui risquent de devenir la norme tant au Nord qu'au Sud. —

# ANNÉES 2010

## Nouveaux combats dans un monde complexe

Dans un monde où la fracture Nord-Sud s'atténue, les enjeux de développement deviennent véritablement mondiaux. Les inégalités, le changement climatique, les migrations concernent la planète entière. Le CNCD-11.11.11 évolue et se mobilise sur ces nouveaux enjeux.

**E**n 2015, l'Assemblée générale de l'ONU adopte les Objectifs de développement durable (ODD) qui engagent désormais tous les Etats membres de l'ONU, et plus les seuls pays en développement. Un basculement symptomatique du changement de paradigme international : les relations entre le Nord et le Sud se complexifient pour laisser place à un monde multipolaire, redistribuant les cartes et créant de nouvelles lignes de fracture.

Si les classes moyennes naissantes d'un certain nombre de pays émergents (Chine, Inde, Brésil) sont les grandes gagnantes de cette reconfiguration, celles des pays du Nord voient leurs revenus stagner. Les populations des pays les plus pauvres n'ont pas vu non plus leurs conditions de vie s'améliorer. Au sein même des pays, les inégalités entre les catégories de la population ont augmenté dramatiquement.

La notion même de développement est remise en question, au fur et à mesure qu'il devient évident que le modèle occidental d'accumulation n'est pas soutenable pour toute la planète.



Vingt ans après le sommet de Rio, les effets du changement climatique commencent à faire sentir leurs effets, et la question de la justice climatique se pose plus que jamais. Le CNCD-11.11.11 est à pied d'œuvre pour l'inscrire au cœur de l'action du gouvernement belge et de l'Union européenne. En marge du sommet de Paris, en décembre 2015, il s'associe avec des mouvements citoyens et d'autres ONG pour mobiliser des milliers de personnes dans les rues de Bruxelles et d'Ostende, malgré le climat délétère créé par les attentats de Paris.

Les violences au Moyen Orient font sentir leurs effets jusqu'en Europe: la crise syrienne débouche sur une vague importante de migrations. Face aux tensions que crée cet afflux, le CNCD-11.11.11 œuvre à rappeler à la Belgique ses obligations d'accueil des demandeurs d'asile et milite contre les préjugés. L'organisation continue par ailleurs de suivre de près la situation en Palestine, où la colonisation israélienne empêche chaque jour da-

vantage une solution pacifique d'être trouvée. La campagne « Made in illegality » attire l'attention sur l'obligation de cesser les relations économiques avec les colonies illégales en territoire occupé.

Plus largement, les conditions de production des biens de consommation restent au centre du travail de l'organisation. La campagne « *Nous consommons, mais à quel prix ?* », basée sur l'exemple de crevettes issues de l'esclavage, attire l'attention de la population belge sur la nécessité de bâtir des filières de production respectueuses des normes sociales et environnementales.

A travers les projets financés, l'Opération 11.11.11 soutient aussi les combats syndicaux de partenaires

dans le Sud. En soutenant l'action de l'Asia Floor Wage Alliance, elle a ainsi permis plusieurs hausses des salaires minimum en Asie du Sud-Est et, en particulier, une amélioration sensible au Cambodge.

L'organisation a aussi milité pour l'indemnisation des victimes du Rana Plaza, cet immeuble du Bangladesh dont l'effondrement a tué des centaines de travailleurs du textile. Ce combat a permis que la plupart des marques commanditaires de l'usine indemnisent les victimes et s'engagent à améliorer les conditions de travail. —

# FANNY

19 ans, Bruxelles

## De tous les combats

Il n'est pas rare de croiser Fanny un mégaphone à la main, au cœur d'une manifestation. Volontaire tout terrain, cheville ouvrière du groupe local de Namur, elle donne volontiers de son temps et de son énergie, entre ses études et son job chez un glacier. Timide, Fanny ne se met pas en avant. Elle ne parle pas tant que ça, elle agit. Avec une étincelle bien à elle.



Arnaud Ghys

## DES COMBATS

qui changent le monde

### Le CNCD-11.11.11 sur tous les fronts contre les fonds vautours

Malgré l'annulation d'une partie de la dette du tiers-monde, l'endettement reste un enjeu problématique pour les pays en développement, du fait notamment des agissements d'une partie du monde de la finance. L'ombre des fonds vautours, qui achètent à bas prix des créances de pays fragilisés avant d'en exiger le remboursement intégral devant les tribunaux, plane sur les pays pauvres. Le CNCD-11.11.11 agit aujourd'hui en justice pour leur couper les ailes.

En 2008, déjà, le CNCD-11.11.11 avait obtenu une loi interdisant la saisie par ces créanciers peu scrupuleux des fonds destinés à la coopération au développement. Une nouvelle loi, votée en 2015, limite davantage encore les profits tirés de cette spéculation scandaleuse sur le dos des plus vulnérables.

Récemment, le fonds NML Capital, piloté par le milliardaire américain Paul Singer, a attaqué cette loi devant la Cour constitutionnelle. Le CNCD-11.11.11 suit cette procédure pied à pied et intervient lui-même dans la procédure pour défendre une avancée de bon sens, en alliance avec la coupole flamande 11.11.11 et le Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM).

Le travail politique ne s'arrête pas là : en collaboration avec ses partenaires, le CNCD-11.11.11 œuvre à faire connaître la loi belge à travers l'Europe, afin que la justice financière progresse sur tout le continent. La France, avec la loi Sapin, vient de faire un pas dans cette direction. —

## CNCD 11.11.11 UN COMBAT DE PLEINS DROITS COUPONS LES AILES AUX FONDS VANTOURS-

PAR SON PLAIDOYER, LE CNCD-11.11.11 A FAIT VOTER UNE LOI AU PARLEMENT BELGE :

CNCD 11.11.11 UN COMBAT DE PLEINS DROITS

PLAIDOYER

LOI CONTRE LES FONDS VANTOURS

MAIS LE FONDS VANTOUR NML CAPITAL DE PAUL SINGER ATTAQUE LA LOI BELGE ...

Benjamin Van Cutsem

# imagine

DEMAIN LE MONDE

- 👉 Un magazine slow press
- 👉 Un bel objet graphique qui paraît tous les deux mois
- 👉 Des sujets écologie/société/Nord-Sud
- 👉 Un éditeur indépendant de tout groupe de presse et de tout parti politique
- 👉 Un regard libre, non-conformiste et prospectif sur le monde
- 👉 Un journalisme de solutions et de valeurs
- 👉 Une bouffée d'air frais dans le bruit médiatique ambiant
- 👉 Un abonnement annuel à prix démocratique (49 euros pour 6 n°)



[www.imagine-magazine.com](http://www.imagine-magazine.com)